

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

=====

**DECLARATION DU REPRESENTANT DU MINISTRE DE
L'EQUIPEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME A L'OCCASION DE LA
SIXIEME CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION-CADRE
DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
LA HAYE, DU 13 AU 24 NOVEMBRE 2000**

Monsieur le Président ;

Honorables délégués ;

Mesdames et Messieurs ;

C'est un réel plaisir et un grand honneur de prendre la parole au nom de la délégation malienne à l'occasion de la sixième conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Je voudrais tout d'abord, saisir cette opportunité Monsieur le Président pour joindre ma voix à celles qui m'ont précédé et vous féliciter pour votre brillante élection au poste de Président de notre Conférence. Je reste persuadé que sous votre direction clairvoyante et engagée, nos conclusions et recommandations seront à la hauteur de nos attentes.

Je saisis également cette occasion pour remercier le Gouvernement et le peuple néerlandais pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité légendaire dont nous avons fait l'objet depuis notre arrivée dans cette coquette et historique ville de La Haye.

Monsieur le Président ;

Les trois dernières décennies du XX^{ème} siècle ont particulièrement marqué la conscience collective de l'humanité par les multiples interrogations qu'elles ont suscitées au sujet de l'interdépendance entre environnement et développement.

Nul doute que depuis la Conférence de Rio, tenue en juin 1992 sur l'environnement et le développement, la communauté internationale ne cesse d'entreprendre des mesures concrètes pour la recherche de solutions appropriées susceptibles de réduire les fléaux qui menacent l'équilibre des écosystèmes, la viabilité du climat et la santé humaine.

La protection de l'environnement mondial restera cependant une œuvre inachevée si le continent africain ne participe pas effectivement à l'élaboration de stratégies viables et cohérentes de préservation du climat et de promotion du développement durable. En effet, le concept de développement durable ne saurait se réaliser au détriment de la satisfaction des besoins essentiels de croissance économique et sociale des populations les plus démunies de notre planète. Incompressibles, ces besoins ne sauraient être sacrifiés sur l'autel d'une mondialisation débridée ou d'une interprétation tendancieuse et univoque du concept de l'interdépendance des Nations. Nous devons être constamment guidés dans nos comportements et actes quotidiens par le souci de léguer aux générations futures un climat viable et un environnement sain.

Mon pays en dépit de sa contribution très négligeable au réchauffement du climat, a ratifié la Convention sur les changements climatiques en 1994. Depuis, il s'attelle à sa mise en œuvre à travers notamment l'élaboration de la communication nationale dont la validation a été faite au cours d'un récent atelier. Cet atelier a regroupé en plus des services gouvernementaux, des représentants des ONG, des partenaires au développement et de la société civile. Je suis donc heureux de vous informer que mon Gouvernement l'adoptera dans les prochains jours.

C'est également le lieu d'informer l'auguste assemblée que mon pays dispose grâce à l'appui des partenaires au développement d'un Plan National d'Action Environnementale, d'une Stratégie nationale de conservation de la diversité biologique et d'un Programme d'action national au titre de la convention sur la lutte contre la désertification. Qu'ils reçoivent tous ici l'expression de notre profonde gratitude.

Monsieur le Président ;

Les négociations entamées depuis quelques années sur les modalités pratiques de la mise en œuvre du Protocole de Kyoto occuperont encore une fois, une place de choix au cours de la présente Conférence. Nous pays en développement, fondons un grand espoir de voir mis en application dans les meilleurs délais les mécanismes prévus par cet instrument juridique international de protection du climat.

Nous nous devons de souligner avec force que le mécanisme pour un développement propre, tout comme la création d'un marché mondial d'échanges de droits d'émissions et donc de pollution ne sauraient être conçus comme un moyen de transférer vers les pays les plus pauvres la part de responsabilité qui incombe aux pays industrialisés.

Par ailleurs, en tant que pays sahélien, soumis très fortement au phénomène de désertification ou plus de 80% de la population vivent de l'exploitation des ressources naturelles, nous souhaitons l'inclusion dans le mécanisme pour un développement propre, des projets liés aux « puits de séquestration de carbone » ; mais, à condition que cette inclusion tienne compte des préoccupations des pays les moins avancés particulièrement en matière de développement durable et de lutte contre la pauvreté.

Monsieur le Président ;

Mesdames et Messieurs ;

Vous conviendrez avec moi que la situation actuelle de notre planète devrait nous stimuler d'aller au-delà des constats et davantage vers la recherche d'une voie de préservation du climat afin d'éviter qu'un jour, nos petits-enfants nous interpellent ainsi : **«vous saviez tout cela, mais**

qu'avez-vous fait ?». C'est pourquoi, nous devons fondamentalement revoir nos modes de production et de consommation pour les inscrire véritablement dans une dynamique de protection du climat. Il est donc grand temps que le discours cède la place aux actions concrètes. Aussi, voudrais-je encore une fois inviter les pays développés à accroître davantage et de façon durable leur assistance technique et financière aux pays en développement afin de leur permettre de faire face à leurs obligations au titre de la Convention et surtout d'anticiper sur la recherche de solutions à la dégradation du climat. C'est justement la raison pour laquelle, mon pays souhaite de la part des pays développés des signaux forts pour la ratification du Protocole de Kyoto en vue de son entrée en vigueur dans les meilleurs délais afin que puissent démarrer de véritables activités favorables au développement durable des Pays Non Parties à l'Annexe I.

Avant de terminer, je voudrais exprimer au nom du peuple malien et de son Président, **Son Excellence Alpha Oumar KONARE**, ma profonde gratitude au Gouvernement et au peuple néerlandais, au Secrétariat Exécutif de la Convention sur les changements climatiques pour leurs appuis multiformes à la réussite des présentes assises.

Enfin, je réitère notre combat *«pour un climat plus viable dans un monde plus prospère et plus solidaire »*.

Je vous remercie.

Makan Fily DABO
Conseiller Technique/MEATEU/Mali
BP 78, Fax : (223) 22 34 34/08 74